

tendent à se distendre avec l'U.R.S.S., le P.C.F. n'est-il pas réduit à un parti social-démocrate de type nouveau, soucieux de ses seuls intérêts nationaux ?

Nous avons montré dans ce texte que la nature du conflit qui oppose certaines directions de P.C. avec le Kremlin ne revêt jamais la forme d'une rupture complète, mais d'une autonomie tactique dans l'intérêt de la bureaucratie elle-même. Pour que le P.C.F. devienne ce parti social-démocrate de type nouveau, il faudrait qu'il renonce à tout lien politique et organisationnel avec l'U.R.S.S., et qu'il se soumette complètement à certains intérêts du capitalisme français. Signer un tel acte serait évidemment le passage du P.C.F. dans les rangs de la bourgeoisie, mais en même temps son acte de décès comme force dirigeante du prolétariat. Rien ne prouve actuellement qu'à cet horizon-là, le soleil se lève bientôt.

2) Les problèmes de l'Etat.

Lénine disait que la reconnaissance de la lutte des classes ne suffisait pas à différencier réformistes et révolutionnaires. Il fallait encore que s'y ajoute la compréhension marxiste de l'Etat et donc de la nécessité de sa destruction. Si le premier point figure toujours dans les textes programmatiques du P.C.F., le second est depuis longtemps remplacé par la volonté de conquérir l'Etat bourgeois tel qu'il est afin de le faire fonctionner dans un sens « démocratique ». Pourtant cela ne suffit pas à assimiler le P.C.F. à un parti social-démocrate. Tous les passages au pouvoir du P.C.F. sont en effet soumis à deux conditions. La première est qu'il permette au P.C.F. de renforcer sa domination sur la classe ouvrière, la seconde est qu'il entre en corrélation avec les intérêts de la bureaucratie soviétique. La social-démocratie est portée au pouvoir par la bourgeoisie elle-même lorsque le système a besoin de la confiance dont celle-ci jouit encore dans la classe ouvrière, pour surmonter une crise économique ou politique grave. Et dans tous les cas, son rôle se limite alors à gérer loyalement la société capitaliste telle qu'elle l'a trouvée en prenant les fauteuils ministériels.

La stratégie du P.C.F. constitue l'exacte inverse de cette attitude. Son but est en dernière analyse de faire fonctionner l'Etat bourgeois, assisté de son propre appareil de gestion bureaucratique en direction de ses intérêts propres. Dès lors il est faux de porter contre le P.C.F. l'accusation de gérant loyal du système capitaliste. Même si son projet est strictement inapplicable dans tous les cas, il n'a rien à voir avec la défense d'intérêts bourgeois, il est tout entier consacré à l'extension du système bureaucratique international.

C'est de cette manière que peuvent s'expliquer les interventions intempestives de Waldeck Rochet lorsqu'il demandait à Dubcek de ne pas permettre que les partis bourgeois ou sociaux-démocrates puissent ressusciter en Tchécoslovaquie. Toute l'activité du P.C.F. est orientée vers ce but ultime : la transformation de l'intérieur de l'étape transitoire d'une démocratie bourgeoise dans laquelle il pourrait étendre le contrôle bureaucratique de ses organisations en une démocratie « socialiste » dont la bourgeoisie serait exclue à jamais par la bureaucratie régnante.

B. — Le P.C.F. est-il un parti bourgeois ?

Puisque le P.C., en restreignant volontairement le niveau des luttes de la classe ouvrière agit comme un facteur fondamental d'ordre et de conservation sociale, il est tentant d'assurer que c'est un parti ouvrier bourgeois. Pourtant ce qualificatif nous semble absolument dénué de toute portée quant à l'analyse du P.C.F.

Ou bien il s'agit d'exprimer une fois de plus que le réformisme est nécessairement une idéologie propagée dans la classe ouvrière, qui est au service de la bourgeoisie et dans ce cas, on ajoute rien de plus qu'en apposant au P.C.F. les termes d'opportuniste, réformiste, etc. Ou bien, il s'agit des intérêts de classe que défend la direction du P.C.F. et par conséquent de sa possibilité de défendre les intérêts de la bourgeoisie, éventuellement en prenant elle-même la tête de l'Etat. Les expériences historiques passées et récentes permettent de statuer précisément sur ces critères. Si le P.C.F. a soutenu un gouvernement bourgeois en 1936, y a participé en 1945, et a refusé sa formation en 1968, c'est certes en fonction de ses propres possibilités à contrôler efficacement la discipline du mouvement ouvrier organisé, mais c'est avant tout en appliquant en France les intérêts bien compris de la politique étrangère de la bureaucratie soviétique.

De la même façon existent actuellement des situations paradoxales, où certains P.C. participent à des gouvernements bour-

geois. A partir du moment où la question de principe de la participation des communistes à un gouvernement ne pose aucun problème de conscience révolutionnaire aux staliniens, il faut bien trouver la source d'un opportunisme plus ou moins accentué selon les situations et les gouvernements. La seule explication qui en rende compte ne peut provenir que de l'analyse historique des intérêts de la bureaucratie à un moment donné. En Mai 68 en France le Kremlin préférait devoir dialoguer avec un gouvernement apparemment indépendant de l'impérialisme plutôt qu'avec des alliés progressistes dont les sentiments politiques pro-américains étaient souvent connus. Le P.C. Syrien ou Finlandais en participant chacun à leur gouvernement défendent de manière concrète les intérêts de l'Union soviétique dans leur pays. Ainsi, le P.C.F. loin de s'intégrer à l'Etat bourgeois pour y défendre des intérêts qui lui sont étrangers a-t-il sans cesse « utilisé » ce même Etat dans son intérêt propre vis-à-vis du mouvement ouvrier français et dans celui de la bureaucratie soviétique. Si la participation du P.C.F. au gouvernement a évidemment servi la bourgeoisie à échapper à un essor révolutionnaire, le P.C.F. a toujours utilisé ce passage au pouvoir pour renforcer son hégémonie sur le prolétariat et pour défendre les positions de la bureaucratie soviétique dans son rapport de force avec l'impérialisme.

CONCLUSION

Si en dernière analyse, la situation internationale et les difficultés de la bureaucratie soviétique déterminent le calendrier de la crise du système bureaucratique international, la crise du P.C.F., dans des conditions politiques spécifiques, peut cependant acquérir une dynamique propre.

Etant donné la nature de l'appareil dirigeant et l'absence de vie politique dans le P.C.F., l'hypothèse de l'éclatement du parti est tout à fait improbable, sauf si la direction elle-même, en vient à s'entredéchirer. Cette éventualité n'est envisageable que dans le cadre d'une grave secousse atteignant la direction soviétique elle-même, à la suite d'avatars économiques ou internationaux obligeant la bureaucratie du P.C.F. à faire des choix déchirants : certains pouvant penser que leur survie politique passe par la rupture des liens avec l'U.R.S.S. D'ailleurs celle-ci n'hésiterait pas à « groupusculariser » le P.C.F. dans le cas où il opterait pour une politique indépendante. C'est ce choix qui a été retardé lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie. Les liens avec l'U.R.S.S. sont multiples et de nature complexe. Ils sont :

— **idéologiques** : la légitimité de la bureaucratie du P.C.F. étant historiquement attachée à celle de l'U.R.S.S.

— **politiques** : c'est l'U.R.S.S. qui garantit au niveau international la possibilité stratégique de la « démocratie avancée », la bureaucratie du Kremlin servant de base sociale et de référence au réformisme spécifique des partis staliniens.

— **matériels** : ils sont décisifs pour assurer la pérennité des privilèges bureaucratiques. Ce sont eux qui assurent les rentrées financières nécessaires au fonctionnement d'un grand parti comme le P.C.F. et de ses organisations de masse, qui permet de sortir une presse multiple et diversifiée, sans cesse déficitaire, etc.

En fonction de cela, les moins inventifs pensent qu'il suffit de se confiner dans l'immobilisme en attendant la fin de l'orage ; d'autres plus lucides ont compris que les conditions objectives — nationales et internationales — qui alimentent la crise, sont permanentes pour toute une période historique et qu'il faut par conséquent envisager dès maintenant une politique de rechange (même si aujourd'hui, celle-ci n'est pas formulée).

Car l'impasse qui contraint le P.C.F. à l'immobilisme politique se situe au moins à deux niveaux et découle de la situation politique nouvelle issue de mai 68 :

Pour un parti ouvrier, au niveau des luttes qu'il est contraint de mener, il y a toujours trois voies possibles : une voie révolutionnaire, une voie réformiste et une voie intégrationniste. La voie révolutionnaire, pour le P.C.F., est exclue. La voie réformiste cohérente au niveau politique, comme possibilité d'accès au pouvoir. Nous avons justement vu l'incohérence d'une telle ligne. Quant à la voie vers l'intégration — sans compter que la bourgeoisie elle-même ne veut pas trop y pousser pour ne pas discréditer les directions syndicales dans une période de tensions sociales accrues — elle laisserait le champ libre aux révolutionnaires qui verraient leur implantation dans la classe ouvrière facilitée. A terme c'est